

# Le développement durable pour lutter contre la pauvreté

Hier, le colloque « développement durable et pauvreté », organisé à l'initiative de Coordination inter-associative de lutte contre l'exclusion, présidée par le docteur Permin, a réuni de nombreux élus, associatifs et membre de la société civile à l'Espace Diamant d'Aiacciu

**L**e cadre de ce colloque ? La journée mondiale du refus de la misère. Cette année, cette journée était consacrée à la justice sociale et environnementale. C'est donc dans ce contexte que la Coordination inter-associative de lutte contre l'exclusion (Clé), une structure présidée par le docteur François Permin, a souhaité proposer aux élus, associatifs et membre de la société civile une réflexion sur le sujet. Deux conférences se sont ainsi tenues et ont été suivies d'une table ronde.

Durant trois heures de discours et d'échanges, il a beaucoup été question d'énergies renouvelables, du coût de la transition écologique et des répercussions sur les populations les plus précaires.

Mais pour en arriver à cette conclusion, de justice sociale et environnementale, un retour en arrière est nécessaire. C'est ce qu'a fait, en temps record, et de manière très claire, Georges Guironnet, expert en énergies renouvelables et développement auto-soutenable.

Avant de donner la parole à cet expert, le docteur François Permin a pris la parole pour rappeler qu'il était important de lutter contre les

## « Une désinformation » sur le coût des énergies renouvelables

Ces termes sont revenus à de nombreuses reprises au fil des interventions.

Georges Guironnet a insisté sur le fait que la « société fabrique de plus en plus d'excès ». Selon lui, les énergies renouvelables permettent de lutter contre la pauvreté. « Pour sortir d'un trou il faut commencer par arrêter de le creuser », intime-t-il. Pour comprendre la société contemporaine, il revient sur le choix fait par l'homme, en l'occurrence le choix du nucléaire dans les années 1970, alors que celui des énergies renouvelables suffisait déjà au pays. Il dénonce une idée fautive, qui voudrait que la mise en place de moyens plus écologiques soit plus coûteuse. « Depuis des décennies, le prix des énergies fossiles augmente alors que celui des énergies renouvelables diminue. Il y a une véritable désinformation sur le sujet », regrette Georges Guironnet.

Il assure que la Corse, peut être une région pilote en matière d'autonomie énergétique. « Il faut accélérer les choses et pour cela il faut



Les places étaient restreintes afin de respecter les règles sanitaires liées à la Covid mais de nombreux élus étaient présents.

changer les habitudes. Et cela, c'est très compliqué », admet-il.

À l'issue de son intervention, un débat s'ouvre. Les élus présents dans la salle, notamment le maire d'Aiacciu, Laurent Marcangeli, le président de l'agence de l'urbanisme, Jean Bianucci, ou encore le député nationaliste de l'extrême-droite, Paul-André Colombani, prennent tour à tour la parole. Notamment pour défendre leurs

actions, pour en proposer de nouvelles. En toile de fond, la bataille des territoriaux. Un contexte politique relevé par Stéphane Usciat au détour des différentes prises de parole.

De nombreuses pistes de travail sont avancées par les intervenants. Le format ne permet pas toujours d'être exhaustive. Il est d'ailleurs davantage question de transition écologique que de



Deux conférences et une table ronde se sont enchaînées, durant trois heures, à l'occasion de ce colloque animé par le journaliste de France 3 Corse ViaStella Stéphane Usciat.

PHOTOS PAULE SANTONI

l'impact positif sur les populations les plus pauvres. Daniel Cruell, ancien maire de la commune bretonne de Langouet, qui a opéré un virage écologique inédit en France, livre son expérience à travers un récit poignant, empreint d'humour aussi. Il témoigne des difficultés, nombreuses, qu'il a rencontrées. Des

difficultés qu'il a surtout surmontées.

Si le débat sur le sujet s'est ouvert hier soir, nul doute qu'il perdurera. La pertinence des arguments avancés a visiblement fait consensus dans la salle, notamment auprès des élus insulaires déjà engagés dans ce domaine.

J-F. C